



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

carburants

Question au Gouvernement n° 2564

Texte de la question

RISQUE DE PÉNURIE D'ESSENCE

M. le président. La parole est à Mme Claude Greff, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

Mme Claude Greff. Ma question s'adresse à M. Jean-Louis Borloo, ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat.

La réforme des retraites a un objectif : sauver notre système de retraite par répartition, pour tous les Français et pour leurs enfants.

Le rendez-vous a été pris parce qu'il le fallait ! C'est de notre responsabilité. Et, dès le début de nos travaux, nous avons voulu être clairs, cohérents et transparents.

Depuis plusieurs jours, des grévistes extrémistes bloquent les raffineries de notre pays et, de ce fait, prennent en otages les Français qui ont besoin de carburant pour se rendre sur leur lieu de travail, mais également, par exemple, pour distribuer les repas aux personnes âgées, pour dispenser, s'agissant des infirmières à domicile, des soins quotidiens aux malades, pour assurer les transports sanitaires. Ce ne sont là que quelques exemples. Le droit de grève n'a jamais voulu dire le droit de bloquer. (*Protestations sur les bancs du groupe GDR.*)

Une nouvelle fois, la France est pénalisée par l'archaïsme de certains syndicats.

L'État a à sa disposition, si c'est indispensable, une réponse parfaitement légale : la réquisition. Et, monsieur le ministre, les députés du groupe UMP vous soutiendront dans cette action. La pénurie d'essence inquiète aujourd'hui nos concitoyens. Les problèmes à la pompe, très étendus ce week-end, se sont encore accentués hier, entretenus par la précipitation des automobilistes.

Hier, sur les 4 800 stations gérées par la grande distribution, 1 500 étaient en rupture d'un produit. le Gouvernement a activé un centre interministériel de crise pour assurer la pérennité du ravitaillement en carburant dans notre pays, car il existe plusieurs niveaux de réserves : par exemple, entre celles qui sont alimentées par les distributeurs et les raffineurs dans leurs dépôts, et celles gérées par un comité professionnel dans des centres spécialement prévus à cet effet et répartis sur l'ensemble du territoire.

Monsieur le ministre, pouvez-vous faire le point sur la situation et nous rassurer sur les stocks de carburant disponibles dans l'Hexagone ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. Jean-Louis Borloo, ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat.

M. Jean-Louis Borloo, *ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat.* Madame la députée, il y a une dizaine de jours, la question était assez simple : le Président de la République et le Premier ministre voulaient que le pays soit assuré en matière de carburant. La première mission a été la suivante : assurer les stocks et les importations de carburant de notre pays.

M. Pierre Gosnat. Il s'est planté !

M. Jean-Louis Borloo, *ministre d'État.* Une cellule a fonctionné vingt-quatre heures sur vingt-quatre depuis dix jours. C'est chose faite. (*" Ah ? " sur les bancs du groupe GDR.*)

La deuxième mission a consisté à assurer le déblocage républicain des différentes zones de stockage de carburant. Aujourd'hui, une vingtaine sur 219 sont bloquées. Le système continue à se dérouler.

La troisième mission concerne l'approvisionnement très précis de chacune des stations-service réparties sur l'ensemble du territoire national, difficulté logistique augmentée par l'inquiétude de nos concitoyens : dimanche dernier, en effet, la consommation à la pompe a augmenté de 500 %.

Le Premier ministre réunit périodiquement cette cellule de coordination pour le plan d'acheminement. À cette heure, madame Greff, un peu moins de 4 000 stations-service sur 13 000 sont en attente d'approvisionnement et 5 000 camions sont en train de circuler.

M. Bruno Le Roux. Pourquoi changer de Premier ministre, alors ? Gardez-le !

M. Jean-Louis Borloo, *ministre d'État*. Enfin, le Premier ministre a souhaité que tous les réseaux de distribution, qui sont nombreux, mutualisent leurs stocks de façon à améliorer l'acheminement.

M. Bruno Le Roux. Gardez Fillon !

M. Jean-Louis Borloo, *ministre d'État*. À seize heures, il y aura une réunion placée sous l'autorité du Premier ministre. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [Mme Claude Greff](#)

Circonscription : Indre-et-Loire (2^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2564

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Écologie, énergie, développement durable et mer

Ministère attributaire : Écologie, énergie, développement durable et mer

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 20 octobre 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 20 octobre 2010